

22-24 JUIN 1848.

Prix : 5 centimes.

N° 1.

PARAISANT TROIS FOIS PAR SEMAINE, LES MARDI, JEUDI, SAMEDI.

JOURNAL

DÉMOCRATIQUE ET OFFICIEL

DES ATELIERS NATIONAUX

VIVRE EN TRAVAILLANT...

Les Articles envoyés au Journal doivent être signés. (Affranchir.) — Prix de l'Abonnement: un mois, 1 fr.

Rue de Louvois, 10, à Paris.

PARIS, 22 JUIN.

Décret du 25 février 1848.

Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail; il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens.

Les travailleurs des Ateliers nationaux viennent de fonder une feuille périodique pour défendre les intérêts des ouvriers, poursuivre les conséquences de la République démocratique sociale, et réclamer le droit au travail proclamé sur les barricades du 25 février.

Les rédacteurs, ouvriers, fidèles aux saintes lois de la fraternité, seront justes envers tous; leur polémique sera modérée, ils se défendront sans personnalité, mais avec énergie, contre les calomnieux qui insultent à leur misère.

Pauvres, et arrachés depuis trois mois à leurs travaux ordinaires, ils ont besoin, pour soutenir leur cause, du concours des vrais démocrates, et ils comptent sur l'appui moral des RÉPUBLICAINS SINCÈRES.

Ouvriers des Ateliers nationaux, nos compagnons, nos frères, nous faisons pour nous tous une feuille spéciale, feuille que nous croyons utile, nécessaire même à nos intérêts communs.

Aujourd'hui surtout où l'on parle d'organisation, d'embranchement pour la province, nous avons tous intérêt à connaître le lieu où l'on nous envoie et les conditions d'existence qui nous sont faites.

Mais, ouvriers comme vous des Ateliers nationaux, nous ne pourrions avec nos ressources personnelles continuer l'œuvre de dévouement que nous avons entreprise; nous faisons donc avec confiance un appel à vos sympathies. Déjà, sur notre demande, les brigades avec lesquelles nous sommes le plus en rapport, et qui, nous connaissant, savent qu'elles peuvent avoir confiance en nous, nous ont fait parvenir la cotisation volontaire de chaque travailleur, fixée à 10 c. par semaine. Nous espérons que cet exemple sera suivi par tous; permettez-nous donc de vous indiquer le mode de perception que nous avons adopté. Chaque brigadier, à l'instant de la paie, fait la demande et se charge de déverser à la caisse du journal contre un reçu.

De notre côté, nous donnons un exemplaire de notre feuille à chaque chef d'escouade des brigades soumissionnaires, afin que chaque travailleur puisse en prendre connaissance sur les chantiers, et se tenir ainsi au courant de cette politique qui nous est spéciale.

Si les sommes déposées dépassent les frais d'administration, nous pourrions en fonder une caisse de secours pour tous les travailleurs malades, nécessiteux ou trop vieux pour pouvoir supporter le travail d'une longue journée.

Nous avons agi pour le Peuple, en mettant notre confiance en lui; nous ne pouvons croire que nos espérances soient déçues: nous pensons, frères, que vous nous tendrez la main avec la même confiance que nous vous l'offrons.

Frères,

Nos premières paroles vous appartiennent: merci de votre concours généreux, qui nous permet d'élever une tribune où nous vous convions de venir nous aider à défendre la cause sacrée de la République démocratique et les droits des travailleurs.

Nous ne répondons que par des mots d'amour et de fraternité aux calomnies et aux injures dont on

nous poursuit. La justice de notre cause nous permet la modération. Nous avons foi dans l'humanité, et nous entrevoyons avec bonheur le jour où nos ennemis les plus acharnés reconnaîtront d'eux-mêmes notre abnégation et notre dévouement. Nous démasquerons toutes les intrigues ourdies contre la démocratie, et nous ne laisserons passer sans réponse aucune de ces accusations mensongères que la réaction accumule contre les ateliers nationaux.

Un représentant, dont quelques écrits devaient nous faire croire à plus de bienveillance envers les déshérités de la société, a émis, dans la discussion des bureaux sur l'allocation des trois millions pour les ateliers nationaux, une opinion que nous ne pouvons nous dispenser de réfuter. M. Léon Faucher « attribue aux Ateliers nationaux tous les maux qui pèsent sur la situation: il les accuse d'être un obstacle au rétablissement de la sécurité et du crédit... L'assemblée nationale, dit-il, ne peut délibérer chaque jour que sous la protection de fusils et des canons; à chaque instant l'émeute gronde à sa porte... Il y a deux forces qui se tiennent en échec: la force politique, la force révolutionnaire... Il faut, ajoute-t-il, dissiper ces rassemblements dangereux autant qu'immoraux. »

Un ancien ministre de la République, M. Goudchaux, accuse la commission exécutive de soutenir les Ateliers nationaux « afin d'avoir sous la main une masse révolutionnaire. »

Frères, c'est ainsi que les hommes chargés d'organiser la République traitent ceux qui l'ont conquise; ils ont déjà oublié, qu'après la victoire, nous avons déposé les armes, confiants, comme en 1830, dans de brillantes promesses qu'on n'avait pas l'intention de remplir. Nous vous offrons, disions-nous, trois mois de misère, de privations, de souffrances; ce temps doit vous suffire pour réparer les injustices qui pèsent sur nous depuis tant de siècles. Nous ne voulons pas que d'autres prennent dans la société la triste place que le privilège nous y avait assigné; nous voulons que tous les droits soient consacrés, et que la fraternité embrasse dans une étroite commune tous les enfants de la patrie.

Nous nous sommes ensuite acheminés tristement, mais avec l'espoir d'un meilleur avenir, vers ces chantiers qui sont devenus un lien d'union entre nos douleurs. Le négociant et ses employés, l'artiste, dont l'intelligence seule connaissait le travail, l'ouvrier, dont les bras robustes étaient habitués à manier les plus lourds instruments, se sont emparés de la pelle ou de la brouette. Nous avons souvent gémi de ne pouvoir offrir qu'un travail improductif en échange du mince salaire que la patrie nous donnait; nous ne nous sommes pas plaint d'une rétribution insuffisante pour garantir notre famille contre les angoisses de la faim; nous savions que les prodigalités de la royauté avaient rendu la République pauvre, et nous acceptions sans murmures ce secours d'une mère à ses enfants; nous comptions, dans notre naïve simplicité, sur la réalisation des engagements solennels pris envers nous sur les barricades du 25 février.

Comment a-t-on répondu à notre confiance? Comment s'est-on occupé de notre misère? Semblables à une nuée de vautours affamés, les prétendus républicains se sont rués sans pudeur sur les places grassement rétribuées. Lorsqu'ils ont été repus, ils ont déclaré que tout était pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles. Mollement étendus sur les divans royaux, trainés dans les douces voitures de l'ancienne cour, ils se sont indignés que des misérables se plaignissent d'a-

voir faim; à ceux qui leur demandent du pain, ils ont frent des baïonnettes et de la mitraille; occupés exclusivement de la satisfaction de leurs passions, ils ont donné le temps à la réaction de lever la tête, de s'organiser, de devenir toute-puissante et prête à livrer bataille. Après avoir jeté les républicains dans le donjon de Vincennes et dans les cachots de la Conciergerie, messieurs nos gouvernants s'aperçoivent enfin qu'il ont fait fausse route; ils jettent le cri d'alarme et déclarent la République en danger. Ne nous pressons pas, hélas! de les féliciter sur ce revirement.

Ce n'est pas l'amour de la patrie qui les anime; ils ont peur de perdre les brillantes positions qu'ils se sont adjugées, et d'être contraints de renoncer à cette vie voluptueuse, qui leur présente tant de charmes. Si la démocratie ne se trouvait pas en péril, nous laisserions ces ambitions se disputer entre elles, nous réservant seulement le droit de les chasser lorsque leur insolence deviendrait trop bruyante. Nous ne devons pas vous le cacher, Frères, la République est menacée; les prétendants surgissent de toutes parts, et si le Peuple ne les fait promptement rentrer dans l'ombre, la guerre civile est inévitable. Les brillantes promesses ne font pas défaut; promesses de princes, dont on connaît la valeur et qui ont pour garants MM. Thiers, Dupin, etc.

Devions-nous donc penser que, trois mois après février, le peuple, indignement trompé, songerait à se jeter par désespoir dans les bras d'un prétendant, préférant à la mort par la faim la nourriture de l'esclavage?

Le peuple peut ce qu'il veut; il possède en lui-même tous les moyens de salut. Le découragement serait un crime, et nos enfants maudiraient notre mémoire, si, au lieu de la liberté, nous allions, par notre lâche indifférence, leur léguer la servitude.

Nous ne sommes pas, qu'on le sache bien, une armée révolutionnaire au service du désordre ou des intrigues qui voudraient exploiter les prolétaires et escamoter la révolution; nous sommes les défenseurs de la République, et le fusil qui a servi à la conquérir est toujours prêt à la défendre contre ses ennemis, quels qu'ils soient. Nous ne nous rallions qu'à un seul cri:

Vive la République démocratique et sociale!!!

A chaque époque de notre histoire où des cataclysmes politiques amenaient un bouleversement du pouvoir établi, faisaient sortir la nation de sa torpeur, interrompaient le cours des affaires, il a fallu une pâture à l'opinion publique.

Cette pâture fut un être ou une chose que l'on personifiait, afin de pouvoir l'accuser des maux et des misères du temps: Madame Veto, les Girondins, — Napoléon, furent tour à tour des exemples souvent sanglants de cet emportement de la pensée; aujourd'hui c'est le peuple des travailleurs fait roi par les barricades, puis devenu mendiant, par défaut d'ouvrage, sur lequel toutes les malédictions sont déchargées.

Les Ateliers nationaux!!!

Voilà la chose monstrueuse, dit-on, qui paralyse les efforts de tous tendant à ramener le calme, la confiance, le crédit dans notre pauvre France.

Mais cette haine est-elle donc méritée? Ces fureurs, quel fait peut les inspirer? Est-il donc vrai que l'ouvrier entré honnêtement aux Ateliers nationaux y ait perdu son honnêteté, ainsi qu'il nous a été si dur de l'entendre dire par un orateur de l'assemblée nationale?

Puisqu'on portait l'accusation, il fallait porter les preuves.

Le temps devrait être passé cependant des discus-

sions métaphysiques ou des récriminations; dans tous les cas, le temps est venu d'avoir des idées arrêtées sur ces questions si brûlantes, qui captivent et enflamment toutes les imaginations.

L'ouvrier, d'ailleurs, qui a trouvé refuge aux Ateliers nationaux, le croit-on donc heureux? Pense-t-on qu'il puisse accepter pour toujours cette position?

Oh! non, mille fois non.

Lui tout le premier il sourirait d'espoir à des institutions nouvelles au moyen desquelles les travailleurs agricoles et manufacturiers pourraient conquérir le bien-être auquel ils ont droit, ainsi que la place qui leur est due au foyer de la grande famille.

Vous, citoyens représentants de la République démocratique, cherchez-les dans vos esprits ces institutions bienheureuses, cherchez-les dans vos cœurs, et le peuple des travailleurs fera mieux que de vous applaudir, il vous bénira.

C'est un vieux proverbe que celui qui dit que le bonheur moralise; vous aurez eu la gloire de moraliser le peuple en lui permettant de goûter le bonheur: alors vous aurez bien mérité de la patrie.

Nous lisons dans le *Lampion* du 17 courant:

« Pourquoi les hommes à figures sinistres crient-ils un jour: Vive Barbès! à bas les réactionnaires et les aristocrates! Vive la République!

« Pourquoi le lendemain ces mêmes hommes crient-ils: Vive Louis-Napoléon! vive l'empereur!

« Et pourquoi ces hommes se trouvent-ils être les ouvriers des Ateliers nationaux? »

Sans vouloir engager aucune polémique avec le *Lampion*, nous ne pouvons cependant nous dispenser de répondre et de repousser avec énergie cette assertion qu'il donne sous la forme de simple question.

Nous engageons messieurs les rédacteurs du *Lampion* à vouloir bien lire avec attention le *Moniteur*, qui contient la liste des citoyens arrêtés dans les rassemblements; ils y verront que, dans ce nombre, les Ateliers nationaux n'y figurent que pour trois des leurs, et que dans ces razias où toutes les classes se sont trouvées représentées, depuis le simple artisan jusqu'au représentant du Peuple, en passant par le commerce, le barreau et l'armée, ces trois ouvriers ont fort bien pu être victimes ou d'une erreur ou d'un excès de zèle. Pourquoi donc alors partir d'un fait isolé, exceptionnel, pour attaquer en masse les Ateliers nationaux? Ce n'est pas ainsi, chers collègues, que nous entendons la fraternité, et nous espérons qu'une autre fois vous émecherez mieux votre *lampion*, afin qu'il répande plus de lumière autour de vous; s'il en était autrement, nous vous engagerions à le souffler.

Nous lisons dans le *Représentant du Peuple* du 17 courant:

« On nous rapporte un fait sur lequel nous demandons des explications. Samedi dernier il a été payé aux ouvriers des Ateliers nationaux 50 centimes de plus que leur journée ordinaire, et voici comment on a motivé cette augmentation: C'est le prince Louis-Napoléon qui, a-t-on dit aux ouvriers, trouvant que la somme d'un franc, allouée aux travailleurs, était trop faible, a fait cette surpaise de ses propres deniers. »

Nous connaissons trop les sentiments démocratiques des rédacteurs du *Représentant du Peuple*, pour les accuser de prêter la main aux calomnies et aux insultes que chaque jour l'on déverse sur nous, seulement nous nous étonnons de les voir admettre dans leurs colonnes de semblables allégations, sans avoir, au préalable, cherché à obtenir quelques éclaircissements. Nous profitons, du reste, de cette circonstance, pour prévenir messieurs les rédacteurs des journaux démocratiques, que nous tiendrons à leurs disposition tous les renseignements, de quelque nature qu'ils soient, concernant les Ateliers nationaux. Nous les mettrons à même par là d'éviter d'ouvrir leurs colonnes à des suppositions erronées, et trop souvent malveillantes.

Les 50 centimes dont il est question ont été alloués, par la direction des ateliers nationaux, à chacun des ouvriers, chefs d'escouade et brigadiers, à titre d'indemnité pour le jour du recensement: — Il y a donc, comme on le voit bien, loin de là à une tentative d'embauchage en faveur de Napoléon-Louis. Qu'on le sache bien, du reste, l'ouvrier n'est pas de ceux qui se vendent à tel ou tel: si vous voulez trouver de la corruption et de la servilité, cherchez ailleurs.

Le Peuple ne se vend pas, il sait souffrir patiemment et attendre; il le prouve depuis quatre mois. Misérable et pourtant calomnié, lui que l'on a appelé le Peuple-souverain, il ne réclame aujourd'hui que l'accomplissement des promesses faites le 25 février, par les citoyens gouvernants, en qui il a mis sa confiance au jour de la victoire. Il saura patienter encore, si le salut de la République l'exige; mais si après tant d'abnégation et de misère, il était encore une fois trompé et le jouet d'intrigues, il se réveillerait, et vous verriez bien ce jour-là que ceux qui l'accusaient de se vendre mentaient et le calomniaient.

A. C.

Measures relatives aux ouvriers des Ateliers nationaux.

Le ministère des travaux publics est-il décidément une école d'arbitraire et d'intrigue? Si nous en croyons une révélation des plus graves qui nous est faite, le citoyen Trélat nous préparerait une comédie autrement sérieuse que celle dont le citoyen Thomas a été le héros. Ce matin même, on doit avoir fait signer à un certain nombre d'ouvriers employés dans les Ateliers nationaux un engagement volontaire d'un an relatif à une prétendue organisation des travailleurs qui seraient dirigés sur la Sologne.

Voici les conditions de cet engagement qui se rattache à un projet imprimé, mais non publié encore.

Chaque ouvrier serait nourri aux frais de l'entreprise. Ils coucheraient pêle-mêle sur des hamacs en toile, sans matelas. Ils recevraient un franc par jour pour la première quinzaine. Ce délai passé, le travail serait rétribué pour tous à la tâche. Le mètre en serait fait tous les quinze jours et réglé d'après un prix fixé par l'administration.

Pendant toute la durée de l'engagement, aucun ouvrier ne pourra s'absenter sans une autorisation spéciale. Enfin les travailleurs devront s'associer par groupes de dix environ, de capacité égale, de sorte que les artistes, les ouvriers des professions industrielles, fort inhabiles à manier la pelle et la pioche, seront dans l'impossibilité de gagner autant que les terrassiers, qui deviendront l'aristocratie de cette association d'origine gouvernementale.

Aujourd'hui, du reste, l'engagement est libre. Mais il paraîtrait qu'on se propose de le rendre obligatoire, lorsque le dernier crédit alloué pour les Ateliers nationaux sera épuisé. Ainsi, d'ici à quelques jours, ceux qui se refuseraient à le souscrire seraient rayés des contrôles et réduits dès lors à une complète détresse.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'on se servirait avec habileté de cette occasion pour reprendre leurs armes aux ouvriers des Ateliers nationaux, sous prétexte que, pendant un an, elles leur seront inutiles. On doit comprendre que ce plan tout entier n'a pas été conçu dans un autre but que celui d'arriver à ce double résultat: éloigner et désarmer les cent mille ouvriers des Ateliers nationaux.

Il ne nous est pas possible de douter de l'existence de ce projet, que nous livrons à l'appréciation des travailleurs, et sur lequel nous attendons les explications du ministre des travaux publics. Ces explications sont indispensables, car ce n'est là ni de la liberté, ni de l'égalité, ni de la fraternité. C'est une manœuvre souterraine, un misérable subterfuge indigne d'un gouvernement républicain.

Dans une proclamation qui a été affichée hier sur tous les murs de Paris, le ministre des travaux publics fait appel à tous les fabricants, chefs d'ateliers et patrons dans toutes les industries, pour qu'ils aient à déclarer dans leur mairie respective le nombre d'ouvriers qu'ils peuvent occuper. Si cette proclamation ne tendait pas à un but secret, par des voies détournées, nous n'y verrions qu'une tentative inutile, dans l'état actuel de l'industrie parisienne.

Mais cette proclamation se rattache évidemment, par un lien très direct, au plan que nous venons de dénoncer. Elle est une préparation, à peine dissimulée, à la dissolution violente des Ateliers nationaux. On sait que la fermeture de ces ateliers est le rêve favori du parti de la réaction.

Le ministre des travaux publics s'est sans doute engagé à le satisfaire sur ce point... comme sur beaucoup d'autres. Il se met, dès aujourd'hui, en mesure de remplir sa promesse.

Les fabricants, les chefs d'ateliers, les patrons, ne se présenteront pas dans les mairies, par l'excellente raison qu'ils ne peuvent avoir besoin d'ouvriers, puisqu'on ne leur fait pas de commandes et qu'on ne leur en fera plus tant qu'on ne trouvera pas un moyen plus neuf de réta-

blir la circulation et le crédit dans toutes les sphères de l'activité sociale. Mais on n'en dira pas moins aux travailleurs que de nombreuses demandes ont été faites, qu'ils n'ont qu'à s'offrir pour être occupés; que, s'ils ne trouvent pas de l'occupation, c'est qu'ils ne veulent pas en chercher. Le motif, ou plutôt le prétexte, sera tout trouvé pour dissoudre les Ateliers nationaux.

Nous voudrions que les ouvriers actuellement employés dans ces ateliers se fissent tous inscrire dans les diverses mairies de Paris pour être occupés par les fabricants, les chefs d'ateliers ou les patrons ayant des travaux à ordonner. Il faudrait bien alors qu'on arrivât à constater le nombre réel des demandes et la sincérité des assertions officielles. La mauvaise foi du ministre des travaux publics (si mauvaise foi il y a) apparaîtrait ainsi dans tout son éclat, et les manœuvres, déjouées, tourneraient contre lui.

(Le Représentant du Peuple.)

Le placard de M. Trélat, adressé aux fabricants, patrons et chefs d'ateliers, inspire au *Monde républicain* les réflexions suivantes:

« Un certain nombre de patrons, mus par un sentiment de fraternité ou d'humanité, comme vous voudrez, vont s'empressez, mesurant mal leur force, de demander chacun dix, quinze, vingt ouvriers. Les Ateliers nationaux seront ainsi débarrassés. Mais la crise continuant, le travail ne venant pas, les patrons se verront forcés, sous peu, de renvoyer les ouvriers, et nous nous trouverons, au bout d'un mois ou deux, dans la même situation que le lendemain de la Révolution, lorsqu'on fut forcé de créer les ateliers nationaux.

Voilà le cercle de Popilius, dans lequel se trouvent enfermés des hommes qui voient la plaie, mais qui ne comprennent pas le remède, et qui s'obstinent dans d'impuissants palliatifs ou des dérivatifs trompeurs, au lieu de porter le baume à la source même du mal.

Ce sont les mêmes hommes qui laissent éclater, il y a deux jours, leurs murmures à l'Assemblée nationale, lorsqu'un orateur déchirait brusquement le voile de leurs illusions.

Il est vrai que cet orateur a le malheur d'être socialiste; et il y des gens, très raisonnables d'ailleurs, qui sont persuadés que pour guérir un malade, il ne faut pas appeler le médecin.

Ils font, avec les socialistes, ce que faisait Molière avec les docteurs du temps: il les persiflait et les plaisantait.

Il y a pourtant une légère différence, c'est que Molière ne faisait que des comédies, et qu'il avait le génie de son art; ces messieurs veulent faire une société politique, et ils n'ont pas le génie de leur mission!

Une affiche placardée ce matin et signée par les commissaires du banquet à 25 centimes, annonce que ce banquet aura décidément lieu le 14 juillet.

L'emplacement choisi s'étendra sur le terrain des fortifications, depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à Neuilly.

Les départements sont invités.

Une instruction ministérielle vient de régler les mesures à prendre à l'égard des ouvriers des Ateliers nationaux non domiciliés, qui seront renvoyés dans les départements. Leur dépense de voyage est partout assurée. Une indemnité fixe de 5 fr. leur est comptée à leur arrivée à destination.

M. Clément Thomas a donné aujourd'hui à l'Assemblée sa démission de général de la garde nationale. On parle du général Bedeau comme devant lui succéder.

Nous lisons dans le *Représentant du Peuple*:

« On vient de nous communiquer une pétition relative à l'affiche, signée du citoyen Trélat, qui annonce que les fabricants ont reçu de nombreuses commandes.

« Cette pétition, signée par plus de 200 fabricants du faubourg Saint-Antoine, rappelle sommairement le contenu de l'affiche, et réclame vivement contre l'annonce de ces soi-disant commandes qui n'existent que dans le cerveau du ministre. Les pétitionnaires terminent en disant qu'ils ne peuvent prendre des ombres pour des réalités, et qu'ils attendent toujours la réalisation de la nouvelle devise républicaine. »

L'un des Rédacteurs,
DUMAS, brigadier aux Ateliers nationaux.

Paris. — Imp. de BOULE, rue Coq-Héron, 3.